

**Lettre ouverte du Président d'INAPORC
aux Ministres du Redressement Productif, de l'Agriculture,
de l'Agro-Alimentaire, au délégué interministériel aux IAA,
aux acteurs de la filière porcine et aux ONG.**

Mesdames, Messieurs,

Le 30 octobre dernier était initié sous la présidence de Stéphane Le Foll et de Guillaume Garot, une réflexion nationale sur la filière porcine française et son devenir. Les Ministres ont confié à Alain Berger la mission d'engager une vaste consultation des secteurs concernés afin d'élaborer un plan stratégique visant à redonner du souffle à cette filière.

A ce stade de la consultation qui doit nous conduire, selon les termes des Ministres, à l'adoption par tous les acteurs d'un pacte économique, écologique et social, il m'apparaît important d'affirmer un certain nombre de fondements qui ne peuvent être contournés dans cette réflexion.

Après avoir connu pendant longtemps et jusque vers le milieu des années 80 un déficit, la production porcine française a redressé la tête pour atteindre 110 % d'autosuffisance, ce qui a permis le développement de notre industrie de l'abattage-découpe et de la transformation. D'un déficit de la balance commerciale, nous sommes devenus des exportateurs nets de viande porcine en étant présents sur tous les marchés importateurs.

Cette croissance qui a duré vingt ans a permis également l'émergence de l'interprofession nationale porcine INAPORC car chacun des acteurs a ressenti la nécessité de fédérer les forces pour avancer.

L'économie est cyclique, chacun le sait, la roche tarpéienne n'est jamais loin du capitol. Depuis une dizaine d'années maintenant, des vents contraires soufflent sur notre secteur, tellement forts que nous ne sommes pas loin d'une tempête dévastatrice.

Autour des quatre groupes de travail qui ont été mis en place pour encadrer la réflexion nationale souhaitée par les ministres, il est important de rappeler que d'importantes réflexions avaient déjà été menées par les acteurs de cette filière. Toutes aboutissent aux mêmes conclusions : il y a urgence à desserrer les carcans dans lesquels nous sommes enfermés si nous voulons être présents demain.

Pour la production d'abord :

Le premier problème, c'est la volatilité des prix des matières premières entrant dans l'alimentation des animaux, qui grèvent le coût de revient du porc à l'élevage. Nous subissons de plein fouet ces hausses sans voir de porte de sortie pour les années à venir ! Les fabricants d'aliment répercutent directement les variations de prix de leurs matières premières aux éleveurs qui subissent. A l'horizon, pas la moindre lueur permettant une flexibilité de la PAC pour mieux prendre en compte cette volatilité : juste une vague promesse d'un fonds de solidarité des céréaliers, c'est peu... alors qu'il serait nécessaire de rééquilibrer la PAC entre les grandes cultures et les utilisateurs des céréales dans l'alimentation animale.

Le deuxième problème, c'est l'empilement des mesures environnementales qui depuis quinze ans rendent aléatoire toute initiative des producteurs pour moderniser et réaliser des projets. En parallèle à ces mesures environnementales s'est développé un climat délétère à l'égard de l'élevage de porc responsable de tous les maux qu'engendrerait l'agriculture moderne.

Monsieur le Ministre de l'Agriculture, vous voulez encourager un pacte économique et écologique pour relancer la machine de production qui se dégingue ?

« D'accord ! » Monsieur le Ministre, nous sommes prêts à relever ce déficit qui se doit d'être « gagnant – gagnant ».

Cela suppose que d'abord soient reconnues les incroyables avancées que les éleveurs ont réalisées sur le plan environnemental avec les centaines de millions d'euros investis dans leurs élevages pour répondre aux normes.

Il faut maintenant arrêter le lynchage dont nous faisons l'objet en permanence.

Oui à votre pacte, et oui aussi au retour à un environnement social et sociétal positif pour nos exploitations.

Nous ne demandons qu'à vivre en harmonie avec la société dans laquelle nous vivons. Aux associations et à l'administration qui en permanence nous scrutent, nous observent, nous surveillent, nous disons que faute de trouver un modus vivendi, il n'y aura plus bientôt dans nos assiettes que de la viande de porc à l'origine indéterminée !

Le groupe de travail « élevage de demain » doit sortir par le haut en proposant que dans le respect des règles, il puisse y avoir une réglementation environnementale sécurisée pour les exploitations porcines.

Pour ce faire il faut bien sûr qu'un dialogue constructif s'installe entre les acteurs professionnels et associatifs et bien sûr entre les différents ministères de tutelle : agriculture et environnement. Ceci n'est pas le cas aujourd'hui.

Contrairement à ce que l'on laisse trop souvent sous entendre, la cohabitation entre les éleveurs et la population avoisinante des élevages n'est pas mauvaise. Une solution apaisée est donc possible.

Pour l'abattage-découpe, secteur aujourd'hui en très grande difficulté, une restructuration est incontournable. Il y a deux façons d'opérer pour ajuster les capacités d'abattage aux volumes de production réels d'aujourd'hui et de demain.

Soit une approche concertée pour laquelle l'Etat doit s'engager et y compris engager des moyens financiers pour que sur le terrain il n'y ait pas de chocs irrémédiables.

Soit le laisser-faire, auquel cas, chacun sait ce qui se passera : des fermetures de sites avec leur cortège d'emplois sacrifiés et de régions sinistrées. Le contraire exactement de ce que devrait être une politique d'aménagement du territoire.

On peut affirmer, hélas, qu'un certain nombre d'acteurs de ce secteur ne sont pas prêts, ni enclins à une approche concertée, et c'est donc le scénario du pire qui se profile.

On peut aussi affirmer avec certitude que les acteurs de l'abattage-découpe n'ont de toute façon pas les moyens d'assumer eux-mêmes cette restructuration. Votre responsabilité dès lors, Messieurs les Ministres, est engagée. Les distorsions de concurrence observées avec nos challengers européens, allemands en tête, sont criantes et doivent être gommées et compensées. Ces chantiers doivent aboutir à Bruxelles.

D'une manière plus générale, les acteurs économiques savent vivre la croissance. La décroissance ne fait pas partie du mode de raisonnement des entrepreneurs, il faut donc les accompagner.

La même problématique de survie se pose actuellement pour le secteur de la charcuterie/salaison qui lui, a priori, ne manque pourtant pas de matières premières car le « minerai » se trouve facilement sur le marché européen et mondial. Mais ceci est un leurre, en effet, il n'y a plus d'usines à terme quand on a fermé les mines. Ceux qui pensent que leur survie viendra de la diversité géographique d'approvisionnement à l'échelle mondiale se trompent. La sécurité d'approvisionnement en qualité et en quantité, c'est toujours avec de vrais partenariats qu'on les construit. C'est pourquoi, le secteur de la transformation français a besoin de conforter son identité, son savoir-faire en valorisant tous les signes de qualité qui font partie de notre patrimoine national en passant par un étiquetage des produits affichant bien leur origine.

En cela l'étiquetage VPF (viande porcine française) est un atout majeur par les garanties de traçabilité qu'il y a à la clef et par la valorisation de tous les acteurs de notre filière nationale et de leur savoir-faire.

Le débat sur l'étiquetage de l'origine qui a lieu à Bruxelles ne doit pas être une occasion manquée, un recul sur la valorisation de notre territoire. Monsieur le Ministre de l'Agriculture, la France doit porter haut et fort un positionnement clair sur l'origine nationale de nos produits. Le « made in France » doit comporter un volet origine des matières premières.

Concernant le secteur de la transformation ainsi que pour les autres secteurs de manière générale, il y a urgence à permettre aux acteurs économiques de répercuter dans le prix de vente au consommateur les charges qui leur sont imposées.

De facto, notre pays comme bien d'autres, a confié à la grande distribution le soin d'être le garant du pouvoir d'achat des français et les grands groupes s'en prévalent d'ailleurs à travers les messages publicitaires qui sont distillés en permanence. Tant que cela ne nuit pas aux équilibres économiques des filières, on peut s'en satisfaire mais aujourd'hui tout le monde sait que cette pression permanente et unilatérale sur les prix est catastrophique pour l'ensemble de la filière porcine et pour bien d'autres filières, bien entendu. On n'est même pas sûr que dans la bagarre actuelle que se livrent les enseignes de la grande distribution pour obtenir les meilleures parts de marché, que de gros bénéficiaires soient dégagés. C'est donc du suicide collectif !

Messieurs les Ministres, l'Etat peut-il être spectateur de ce désastre ? Vous devez réagir et favoriser le retour à des pratiques commerciales où le client respecte son fournisseur et le fournisseur son client. Sinon c'est celui qu'on prétend protéger qui en fera les frais : le consommateur.

Le troisième groupe de travail qui planche sur ce thème a donc une équation « simple » à résoudre : la survie économique de ce marché et pour cela vous devez Messieurs les Ministres, vous engager.

Enfin, il n'y a pas d'avenir sans innovation, sans recherche et développement. La filière porcine par le biais de son interprofession a saisi à bras le corps ce challenge avec ses propres fonds qui demeurent malgré tout limités. La recherche et l'innovation collectives sont indispensables et nous continuerons à mettre l'accent sur ce thème. Ce que l'on constate aujourd'hui, c'est le désengagement de l'Etat qui consacre beaucoup d'argent dans la R et D de notre secteur aux thèmes « sociétaux » plutôt qu'aux thèmes « productifs ». C'est sûrement nécessaire mais cela ne fait pas vivre beaucoup de monde au moins dans le secteur productif. Un rééquilibrage est nécessaire.

Il faut aussi se rendre à l'évidence que ce sont d'abord et avant tout les entreprises qui innovent qui seront là demain, mais pour consacrer des moyens à cet objectif d'innovation, il faut dégager des résultats. Ce n'est le cas nulle part actuellement pour notre secteur, il y a donc urgence.

Messieurs les Ministres, Monsieur le délégué interministériel, nous voulons avec vous relever le défi d'une filière porcine moderne et conquérante, une filière porcine qui s'assume et qui est fière du travail qu'elle fait au service de l'aménagement du territoire et de la réputation gastronomique française. Une filière porcine, enfin, qui soit considérée dans la société moderne comme une activité respectable et respectée.

Alors d'accord, Messieurs Le Foll et Garot pour travailler avec vous sur un projet réaliste qui redonne ses lettres de noblesse à notre activité. Nous vous avons souvent donné des gages ainsi qu'à la société toute entière, nous n'avons pour l'instant pas été entendus. Je souhaite que, grâce à votre soutien, nous relevions ensemble ce défi, nous acteurs de cette filière, mais aussi tous ceux qui sont à même de comprendre les enjeux qu'il y a la clef du nécessaire redressement de cette filière, qui il faut le rappeler, produit la viande la plus consommée par les français et qui est capable si on lui en donne les moyens de sauvegarder et de créer des milliers d'emplois.



Guillaume Roué,
Paris, le 18 décembre 2012